

QUESTIONS À...

Michael Rheinegger

Directeur général du SABC

« Difficile aujourd'hui, pour un entrepreneur, d'être absent du continent »



Fondé en 2010, le Cercle d'affaires Suisse-Afrique (SABC) a pour mission de mettre en relation les milieux d'affaires suisses et africains. Association indépendante, elle met à la disposition de ses 90 membres (employant ensemble plus de 100 000 personnes en Afrique) son réseau d'expertise et d'expériences acquises sur le continent, favorisant les partenariats.

Jeune Afrique : Quel impact le Covid-19 a-t-il eu sur vos activités ?

Michael Rheinegger : L'objectif premier du SABC étant de mettre les gens en contact, la pandémie nous a obligés à revoir certains fonctionnements. Nous avons dû nous réinventer en nous appuyant sur le numérique pour proposer de nouveaux formats d'échange, avec de bons résultats puisque le nombre de participants à nos événements à distance était plus important. Nous gardons toujours une expertise de terrain en invitant les représentants des entreprises suisses en Afrique et ceux des États africains en Suisse.

Quel format avez-vous retenu pour l'Africa Business Day 2022 ?

Alors que la précédente édition, en 2021, avait réuni virtuellement 300 participants de 27 pays différents, la prochaine se déroulera en présentiel et à distance. Nous voulons nous concentrer sur les grandes tendances qui vont accompagner le développement démographique de l'Afrique dans les trente prochaines années en

matière d'urbanisation, de nouvelles technologies, de changement climatique, ainsi que sur leurs implications pour les acteurs économiques actifs sur le continent.

Comment évolue la présence du secteur privé suisse en Afrique ?

L'intérêt de nos entreprises pour le continent n'a pas faibli avec la pandémie. Il semble même avoir augmenté, notamment avec la redéfinition en cours des chaînes régionales de valeur. L'Afrique du Nord semble particulièrement bien positionnée. Le continent en général n'a jamais semblé aussi proche de l'Europe, mais dispose-t-il des capacités en matière de ressources humaines ou d'industrialisation de ses économies pour en profiter ?

Les entreprises suisses sont très sensibles à l'argument de la « dernière frontière », d'une Afrique pourvoyeuse de main-d'œuvre et de matières premières, mais où beaucoup reste à faire en matière de renforcement des capacités et de création de marchés, sur fond de forte augmentation démographique. Difficile aujourd'hui d'être absent du continent pour un entrepreneur.

Quel est le rôle du SABC dans ce contexte ?

Nous poursuivons notre plaidoyer en faveur de l'Afrique auprès des entreprises suisses en insistant sur l'intérêt d'un tel partenariat pour les deux parties. Le SABC est en première ligne pour relayer les dernières tendances politiques et

économiques du continent auprès de ses membres. Nous sommes par exemple beaucoup plus présents auprès des différentes organisations sous-régionales africaines, jusqu'à la commission de la Zlecaf [Zone de libre-échange continentale africaine]. Ce qui nous a permis d'attirer les grands groupes suisses ou implantés en Suisse. De leur côté, les PME ont montré peu d'intérêt [pour le continent] durant la pandémie. Mais nous constatons une nouvelle dynamique, en particulier dans les secteurs des technologies de l'information, de l'agro-industrie, des énergies renouvelables, de la santé et des technologies propres. À noter également la présence, de plus en plus importante au sein de SABC, de sociétés africaines installées en Suisse.

Où en sont vos relations avec le gouvernement fédéral ?

Nous avons beaucoup d'échanges. Le SABC a notamment été sollicité par Berne lors la définition de la stratégie Afrique 2021-2024, et nous avons été très satisfaits de voir que le continent figurait au rang de ses priorités : pour participer à son développement mais également pour soutenir davantage son secteur privé sur place. Ce qui n'était pas vraiment dans les mentalités suisses jusqu'à présent. Il faut maintenant voir comment le secteur public et le secteur privé peuvent travailler ensemble tout en ayant un impact positif pour les pays africains. ●

Propos recueillis par Olivier Caslin